

Préface

D'impossibles *lieux de mémoire* italiens ?

Gilles PÉCOUT

Pour les historiens du XXI^e siècle le passé proche ne risque-t-il pas de se résumer à l'actualité des « lieux de mémoire » ? Doit-on résister à la présence parfois jugée envahissante d'une expression paradigmatique issue du titre d'une heureuse entreprise éditoriale¹ ? Impossible ou presque, depuis les années 1980, d'écrire ou de dire le passé sans cette figure adaptée d'Halbwachs d'une improbable topographie. L'invention de Pierre Nora est devenue une forme maîtresse du discours historique dans ses usages scientifiques, pédagogiques et médiatiques. Elle s'est même affirmée comme l'une des façons éminentes de « faire de l'histoire », pour reprendre une autre formule, antérieure, de Pierre Nora. Mais que traduit ce succès ? Une hégémonie disciplinaire correspondant aux facilités réputées d'une histoire des représentations ? Une exclusive intellectuelle de notre pays célébrant l'histoire nationale et légitimant le récit nationaliste comme *forma mentis* des Français ? La réponse à une demande sociale plus large, où la pédagogie sert la nostalgie, et la nostalgie la passion du patrimoine ? Le livre qui se penche sur « la place que les vivants doivent accorder aux morts » traduit-il l'exception française d'une idéologie de la pédagogie poursuivant « l'utopie du patrimoine² » ? Beaucoup a été écrit sur la fortune des *Lieux de mémoire*. Si ses lecteurs potentiels sont devenus presque aussi intéressants que ses auteurs, c'est bien que la critique de la réception, même polémique, a consacré la dimension classique de l'œuvre de Pierre Nora.

1. P. Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, « Bibliothèque des histoires », 3 t., 7 vol. ; t. I : *La République*, 1984 ; t. II : *La Nation*, 1986, 3 vol. : vol. I : *Héritage, historiographie, paysages* ; vol. II : *Le Territoire, l'État, le patrimoine* ; vol. III : *La Gloire, les mots* ; t. III : *Les France*, 1992, 3 vol. : vol. I : *Conflits et partages* ; vol. II : *Traditions* ; vol. III : *De l'archive à l'emblème*.

2. Voir à ce propos toutes les réflexions de J.-M. Leniaud, *L'Utopie française. Essai sur le patrimoine*, Paris, Mengès, 1992, et « Le droit à la mémoire », *Le Magazine littéraire*, 307, février 1993, n^o spécial : *La Nouvelle Histoire de France : les lieux de mémoire*, p. 40-47.

Le livre et la formule ont aussi voyagé à l'étranger, rencontré et vivifié d'autres histoires. Et la greffe a pris. Laissons de côté la fortune journalistique et pour ainsi dire stylistique de l'expression pour envisager les trois principales formes de l'hybridation scientifique. L'influence s'observe d'abord de manière directe : l'œuvre de Nora a été présentée, discutée et parfois partiellement traduite. Puis, *Les Lieux de mémoire* ont fonctionné de façon plus diffuse comme incitation méthodologique à investir de nouveaux sujets et comme contamination naturelle du vocabulaire des spécialistes de sciences humaines et sociales¹. Innombrables seraient les exemples de travaux éditoriaux et universitaires qui se proposent d'étudier des « lieux de mémoire » depuis les années 1990. Non moins nombreux les titres ou sous-titres d'articles et d'ouvrages, de parties et de chapitres qui contiennent l'expression « en français dans le texte ». Il ne m'appartient pas d'en ébaucher l'inventaire, mais je constate simplement qu'il serait intéressant d'en disposer pour voir notamment par quels canaux la formule s'exporte et ce que signifie s'intéresser aux « lieux de mémoire » pour des espaces éloignés des États nationaux en majorité formés dans l'Europe du XIX^e siècle. Enfin, troisième manifestation d'influence, *Les Lieux de mémoire* ont inspiré des chantiers comparables sur d'autres lieux nationaux², pour ne pas parler de la revendication récente de « lieux d'une mémoire européenne » qui permettraient à l'histoire régressive de jouer son rôle de signifiant politique de l'unité culturelle et historique du sous-continent de l'Union.

1. Cela se traduit aussi par un effet de présentation en France ou à l'étranger d'ouvrages d'histoire comparée ou tout simplement d'histoire des relations internationales comme cet ouvrage sur l'Allemagne dont le titre subvertit à peine la formule de Pierre Nora : J. Morizet et H. Möller, *Allemagne-France. Lieux et mémoire d'une histoire commune*, Paris, Albin Michel, 1995. Il faut aussi relever, dans les influences moins directes, que l'expression des « lieux de mémoire » dans sa double acception d'étude d'un lieu concret et symbolique a redonné un accès éditorial aux travaux d'histoire du cadre de vie, permettant à travers l'histoire des sociabilités populaires une nouvelle rencontre entre l'histoire matérielle et l'histoire des mentalités comme l'illustre notamment le volume de H.-G. Haupt, *Luoghi quotidiani nella storia d'Europa*, Rome-Bari, Laterza, 1993.

2. É. François et H. Schulze (dir.), *Deutsche Erinnerungsorte*, Munich, Beck, 2001, 3 t.

C'est à la famille des *Lieux de mémoire* nationaux qu'appartiennent les trois volumes des *Luoghi della memoria* de Mario Isnenghi¹, dont les Éditions Rue d'Ulm proposent aujourd'hui un choix d'articles sous le titre *L'Italie par elle-même. Lieux de mémoire italiens de 1848 à nos jours*. Or, toutes les familles, c'est bien connu, ont leurs enfants terribles que les uns disent rebelles et les autres ingrats. C'est encore plus vrai dans les « bonnes familles », celles auxquelles tout semble avoir réussi. Les *Luoghi* italiens ne se sont pas affirmés sans éclats au sein de la famille. Reconnaissons que la polémique qui a porté sur la place de la référence matricielle et de l'expression de la dette de reconnaissance, en 1996-1997, au moment de leur publication en Italie, s'est aujourd'hui apaisée au profit d'une discussion toujours passionnée, certes, mais plus ample et comparative, grâce notamment à la publication des *Deutsche Erinnerungsorte* d'Étienne François et Hagen Schulze. Ce débat donne aux *Lieux* de Pierre Nora leur légitime statut d'objet et de vecteur privilégié, idéalement souple, des transferts culturels.

En 1996 Mario Isnenghi, le maître d'œuvre des *Luoghi*, est un universitaire et un auteur connu en Italie pour ses travaux sur les guerres contemporaines, notamment la Première Guerre mondiale, et sur les représentations politiques collectives depuis le Risorgimento. Il a donné ses premiers écrits sur les imaginaires de la guerre de 1915 en défrichant un champ qui n'était pas encore à la mode, les « journaux de tranchée » et le « mythe de la guerre », auquel il consacre un ouvrage important en 1970², complété par une synthèse irremplaçable sur 14-18, fruit de sa collaboration avec Giorgio Rochat³. Le rappel de ces livres pionniers est éclairant si l'on songe que leur auteur, fortement influencé par la littérature et l'histoire littéraire, a publié, peu de temps avant d'ouvrir le chantier des *Luoghi*, un itinéraire à travers l'Italie des « lieux de la vie publique de 1848 à nos jours », qui fait la part belle aux témoignages littéraires et aux images. L'ouvrage intitulé

1. M. Isnenghi (dir.), *I luoghi della memoria*, Rome-Bari, Laterza, 3 t. : *Simboli e miti dell'Italia unita*, 1996 ; *Strutture ed eventi dell'Italia unita*, 1997 ; *Personaggi e date dell'Italia unita*, 1997.

2. M. Isnenghi, *Il mito della Grande Guerra*, Bari, Laterza, 1970, rééd. Bologne, Il Mulino, (1989) 1997.

3. M. Isnenghi et G. Rochat, *La Grande Guerra (1914-1918)*, Florence, La Nuova Italia, 2000.

L'Italia in piazza introduit explicitement « la place comme lieu de la mémoire et scène de la vie privée et collective¹ ». De la guerre aux images de la collectivité, des images et des écrits de la nation aux lieux de mémoire de l'Italie contemporaine née du Risorgimento, le saut était aisé à franchir pour un historien des cultures politiques obsédé par la rencontre entre l'histoire intellectuelle et littéraire, d'un côté, et l'histoire des mentalités et des imaginaires populaires, de l'autre. Les « lieux de mémoire » ont permis l'issue favorable du rendez-vous. Mais dans quel contexte a pu se dérouler le dialogue historiographique italo-français ?

L'auteur des *Luoghi* paie son tribut aux « dynamiques historiographiques » venues de l'autre côté des Alpes : *Les Lieux de mémoire* dans leur environnement culturel et scientifique français.

Dans une partie de sa conclusion intitulée – en français – « Voyage en Italie », Mario Isnenghi revient sur la genèse de son livre pour évoquer le « grand projet porté à son terme par Pierre Nora et ses collaborateurs² ». Mais à la vérité, si l'expression est vite passée dans le langage courant des historiens et si la référence à l'œuvre était alors fréquente, force est de constater qu'entre les années 1980 et les années 1990 peu de spécialistes italiens ont rendu compte des *Lieux de mémoire*. Cette discrétion étonne quand on sait le grand intérêt des historiens italiens pour les concepts et les catégories historiographiques en général, et leur regard naturellement bienveillant pour la production française en particulier. Sympathie possessive quand il y a en outre possibilité de retrouver des liens avec la tradition des héritiers des *Annales* : l'unité de lieu aurait même pu devenir unité d'esprit dans le cas de Pierre Nora dont le livre était le fruit d'un séminaire tenu au boulevard Raspail. Seules des raisons idéologiques et une

1. M. Isnenghi, *L'Italia in piazza. I luoghi della vita pubblica dal 1848 ai giorni nostri* (1994), Bologne, Il Mulino, 2004. La citation sur la place comme « *luogo della memoria e scena della vita privata e collettiva* » est notamment sur la quatrième de couverture. Sauf indication contraire, les citations de l'italien sont traduites par nos soins.

2. M. Isnenghi, « Conclusion », in *I luoghi della memoria. Personaggi e date...*, op. cit., p. 429 (la conclusion est présente telle quelle dans les trois tomes) : « *La prima [spinta] – preesistente – è interna alle dinamiche storiografiche, nascendo – non c'è ragione di tacerlo – dalle stimolazioni venute dal grande progetto portato a termine da Pierre Nora e dai suoi collaboratori, inventando e divulgando anche il concetto dei "lieux de mémoire".* »

retenue historiographique liées au discrédit de toute histoire nationale qui affiche haut et fort l'importance du régime de l'État, de la nation et le caractère heuristique de la dimension patriotique, pouvaient alors expliquer cette indifférence relative ou ce retard en matière de publicité scientifique dans une Italie où ces thèmes n'avaient pas encore retrouvé droit de cité.

Certainement le premier à faire entrer en 1986 *Les Lieux de mémoire* dans une revue italienne, Roberto Balzani¹ insiste avec clairvoyance sur la théorie de la mémoire historique et la transformation historiographique du vécu social. La leçon de l'historien italien, reprenant des propos de Nora lui-même, fait des *Lieux de mémoire* un élément de substitution, en quelque sorte, de la mémoire sociale : l'œuvre serait née de la dissolution dans la modernité d'une tradition de mémoire collective liée à la société rurale et paysanne en particulier. À « la mémoire royaume de l'absolu » succède « l'histoire royaume du relatif »². En ce sens les *Lieux français* sont perçus comme un inventaire des restes et des vestiges : pour une fois le pays des ruines, terre des esthètes et des érudits, ce n'est plus l'Italie mais la France ! Cette lecture patrimoniale neutre passe sous silence l'acception idéologique et politique de l'inventaire de Pierre Nora. De beaux vestiges d'une civilisation de la mémoire préindustrielle commune, certes, mais avec peut-être mission d'en tirer comme enseignement des lignes de force ou des fractures de la société française elle-même posée comme communauté forte. Mais communauté nationale avant tout.

Cette dimension proprement politique est présente dans le long article de remise en perspective historiographique que donne en 1987 la *Rivista di storia della storiografia moderna* en guise de compte rendu des quatre premiers volumes (t. I : *La République*, t. II : *La Nation*). Sous la plume de Massimo Mastrogregori³, les *Lieux* sont décrits comme l'indicateur d'une mutation de l'histoire des mentalités qui donne à l'histoire du quotidien le sens d'une histoire « civile », presque « civique ». C'est ce postulat qui détermine selon Mastrogregori le

1. R. Balzani, compte rendu des *Lieux de mémoire : La République*, dans *Ricerche di storia politica*, 1, 1986, p. 201-203.

2. *Ibid.*, p. 201.

3. M. Mastrogregori, compte rendu des *Lieux de mémoire : La République ; La Nation*, dans *Rivista di storia della storiografia moderna*, 8, mai-décembre 1987, p. 133-165.

choix des sujets autour du « lien entre l'image du passé et la politique », « redécouvert par la culture historique française » : *Les Lieux de mémoire* deviennent un laboratoire d'histoire sociale de la politique à travers la proposition d'un modèle nouveau d'histoire des représentations¹. Restitution symbolique des lieux et des cadres de vie, des références hégémoniques, cette histoire est forcément vouée à devenir – ce qui ne signifie pas servir – une histoire des cultures politiques dominantes puis compétitrices. Le projet d'une approche politique globale enracinée dans la vie sociale – au risque même de tensions –, saisi avec finesse par Mastrogregori, sera évidemment au centre de l'entreprise italienne d'Isnenghi même si ce dernier s'en excuse presque en affirmant ses liens avec l'enquête sociale : « Naturellement si l'on veut reconstruire ce qui a compté et qui compte dans la mémoire d'un peuple, on ne peut pas raisonner seulement en termes d'histoire politique. Plus encore, la mémoire est le royaume de l'histoire sociale². »

Sans aucun doute le pari de Nora représente aux yeux des historiens italiens qui sont bon connaisseurs des enjeux historiographiques français l'une des premières rencontres avouables et avouées entre l'histoire sociale et l'histoire politique, même s'il faut continuer à donner le change en rappelant qu'il n'y a d'histoire globale – naguère on aurait écrit « humaine » – que sociale. Mario Isnenghi, auteur des *Luoghi*, trouve déjà réunies avant la parution des *Lieux* les conditions de cette rencontre. Passons sur le renvoi rituel et générique aux *Annales* pour envisager deux noms qu'il présente comme des « références obligées » : Halbwich et Agulhon³. Le premier donne à l'historien italien le cadre théorique de l'exercice, le second en illustre les fruits.

1. *Ibid.*, p. 162 : « Al centro dello svolgimento dei *Lieux*, insomma, sta il nesso tra l'immagine del passato e la politica, e recuperando la storia della storiografia (e ampliandola a storia delle rappresentazioni) in fondo la cultura storica francese riscopre l'importanza di quel nesso. »

2. M. Isnenghi, « Presentazione », in *I luoghi della memoria. Personaggi e date...*, *op. cit.*, p. IX (l'introduction est présente telle quelle dans les trois tomes) : « Naturalmente, chi voglia ricostruire ciò che ha avuto e che ha rilievo nella memoria di un popolo non può ragionare solo in termini di storia politica. Anzi, la memoria è il regno della storia sociale. »

3. *Ibid.*, p. 433.

Pour Maurice Halbwachs, l'histoire est là quand la mémoire commence à manquer ou, comme Mario Isnenghi l'écrit à propos de l'Italie, quand elle « se suicide ». Et il existe bien des « cadres sociaux de la mémoire collective », des groupes socioprofessionnels qui en deviennent les vecteurs privilégiés. Quant à la référence à Maurice Agulhon, elle vient ici rappeler – telle une parenthèse dans le texte – qu'il y a déjà longtemps l'historien des sociabilités méridionales et de la politisation méditait de devenir celui de Marianne : l'important article sur « Imagerie civique et décor urbain » date de 1975, précédant de quatre ans le combat de la République en allégorie de femme¹. Mais citer Agulhon, n'est-ce pas aussi rappeler que l'histoire des « batailles de symboles » et celle des « batailles de doctrines » doivent être appréhendées par l'historien, intellectuel et citoyen, qui use de méthodes différentes mais suit une même inspiration quand il compte les bustes de Marianne ornant les fontaines de France et quand il se penche sur les héritages de 1989 dans la France de son temps ? Est-ce cette synthèse que revendique l'historien des *Luoghi* ? Comment l'expérience italienne s'affranchit-elle des « modèles français » ?

Les trois volumes de Mario Isnenghi consacrent le triomphe d'une histoire patrimoniale et sociale de la politique qui n'était pas pensable une décennie plus tôt. Tout simplement parce que la nation n'avait pas bonne presse comme objet scientifique et que le rapport entre État et nation était considéré comme un postulat idéologique peu recevable. La question est de savoir comment on est passé d'une histoire marginalisée de la nation des Italiens à la proposition d'un nouveau modèle historiographique de la nation dont les *Luoghi* sont certainement la plus brillante expression.

Après la publication du dernier tome des *Lieux* français, l'heure est aux premiers bilans. *Le Magazine littéraire* en 1993², *Le Débat* en 1994³, entre autres, s'interrogent sur le sens et le potentiel d'exportation du produit estampillé Nora. Dans le répertoire des « mémoires

1. M. Agulhon, « Imagerie civique et décor urbain » (*Ethnologie française*, 1975), réédité in M. Agulhon, *Histoire vagabonde*, t. I : *Ethnologie et politique dans la France contemporaine*, Paris, Gallimard, 1988, p. 99-136 ; *Marianne au combat. L'imagerie et la symbolique républicaines de 1789 à 1880*, Paris, Flammarion, 1979.

2. *Le Magazine littéraire*, op. cit., p. 16-57.

3. *Le Débat, Mémoires comparées*, 78, janvier-février 1994.

comparées » que propose *Le Débat*, les trois éléments constitutifs des « lieux de mémoire » sont envisagés : la définition du « lieu », celle des modes de commémoration du passé et, enfin, la conscience de l'héritage historique dans ses relations au patrimoine présent. Ce dossier réunissait des historiens étrangers pour envisager les *Lieux* comme produit d'un possible transfert culturel. Du côté italien, c'est un médiéviste célèbre, Girolamo Arnaldi, qui mène la conversation¹. Son argumentation tient en une opposition claire. *Les Lieux de mémoire* appartiennent à la culture historique française et renvoient spécifiquement au sentiment de l'unité comme valeur constitutive de l'identité des Français. En revanche, réapparaît sous sa plume le stéréotype de la division-désunion des Italiens. En philologue, Arnaldi observe que la langue française fait du pluriel de *France* un barbarisme (on ne doit pas écrire les *Frances*), alors que la marque plurale est légitime en italien depuis le xv^e siècle (*le Italie*) et est inscrite dans le lexique usuel allemand (*Italien*).

Mais au-delà de l'histoire du lexique sans doute trop facile à utiliser, l'historien italien explicite les raisons précises et historiques qui rendent difficile, voire impossible selon lui la traduction sur le terrain italien de l'enquête française. Pays de la diversité, l'Italie manquerait paradoxalement de vecteurs compétiteurs de sa mémoire historique à cause du poids de certains lieux et images : Rome et le binôme Nord/Sud, par exemple. Il y a d'abord la place envahissante qu'occupe dans la culture italienne la Ville éternelle, qui aurait « phagocyté » la mémoire italienne². Des « lieux de mémoire » italiens ne pourraient qu'être une histoire de l'image de Rome de l'Antiquité à nos jours³. Ce constat de la centralité symbolique de Rome, l'historienne contemporaine Ilaria Porciani en faisait en 1993 l'un des facteurs de

1. G. Arnaldi, « Unité et division italiennes », *ibid.*, p. 31-41.

2. *Ibid.*, p. 38.

3. Considéré par son auteur, Alberto Caracciolo, comme un « topos ancien, récurrent et pluriséculaire », Rome sera traité brillamment mais très brièvement dans les *Luoghi*. On peut se demander si cette concision regrettable résulte d'un choix éditorial pour ne pas donner trop d'importance à la Ville : Alberto Caracciolo, « Roma », in M. Isnenghi (dir.), *I luoghi della memoria. Simboli e miti...*, *op. cit.*, p. 165-172. Sur la centralité de Rome après Rome comme « ensemble de représentations mentales, de modèles esthétiques et de références idéologiques », voir A. Giardina et A. Vauchez, *Rome. L'idée et le mythe du Moyen Âge à nos jours*, Paris, Fayard, 2000.

l'absence d'allégorie dans l'Italie libérale¹. Puisque « l'Italie est Rome² », les allégories de l'Italie seront celles de la Ville, elle-même enjeu et témoignage – à travers la question romaine – des divisions héritées du Risorgimento³. Où l'on retrouve l'image d'incessantes divisions comme obstacle aux *Luoghi*. La seconde raison qui rendrait difficile l'entreprise est présentée par Girolamo Arnaldi à la manière d'une improbable alternative. Si l'on oublie Rome, une histoire des « lieux de mémoire italiens » serait à la rigueur envisageable comme histoire politique du centre. L'absence de bipolarité politique, ou plutôt l'aspiration au *trasformismo* constituerait le lieu par excellence de la mémoire collective politique italienne : le « transformisme » se caractérisant depuis 1876 par la facilité avec laquelle les opposants modérés rejoignent et soutiennent l'exécutif en exprimant leur option pour un centre élargi. On est évidemment dans une conception négative et limitée à l'histoire politique traditionnelle des « lieux de mémoire » qui rejoint les critiques de la « politique à l'italienne ». L'observation d'Arnaldi est illustrée par la situation de l'Italie de ces dernières années qui a redonné une actualité au terme de « transformisme » dont les médias font de nouveau grand usage pour dénoncer ce que le politiste Gianfranco Pasquino n'hésite pas à qualifier de « virus typiquement italien⁴ ». Mais le constat vaut surtout pour signifier que toute quête scientifique de « lieux de mémoire » italiens serait *a priori* condamnée à cause des imperfections du système politique italien depuis la naissance de l'État-nation en 1861. Le pessimisme historiographique est donc l'expression d'un pessimisme politique né

1. I. Porciani, « Stato e nazione : l'immagine debole dell'Italia », in S. Soldani et G. Turi (dir.), *Fare gli italiani. Scuola e cultura nell'Italia contemporanea*, t. I : *La nascita dello Stato nazionale*, Bologne, Il Mulino, 1993, p. 385-428.

2. *Ibid.*, p. 422.

3. On se permet, à propos de l'image de l'Italie liée au Risorgimento et à sa mémoire à l'époque libérale, de renvoyer à G. Pécout, « Les représentations officielles de l'Italie nouvelle au XIX^e siècle », in Collectif, *La France démocratique. Mélanges en l'honneur de Maurice Agulhon*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1998, p. 457-465 ; G. Pécout, « La carta d'Italia nella pedagogia politica del Risorgimento », in A. M. Banti et R. Bizzocchi (dir.), *Le immagini della nazione nell'Italia del Risorgimento*, Rome, Carocci, 2002, p. 69-87.

4. G. Pasquino, « Interprétations du système politique italien », in M. Graziano (dir.), *L'Italie aujourd'hui. Situation et perspectives après le séisme des années 1990*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 52.

du regard porté sur un siècle d'histoire nationale. Ce siècle et demi qui se trouve au cœur des *Luoghi della memoria* d'Isnenghi a pourtant émergé ces dernières années, rendant possible une nouvelle histoire patrimoniale de la politique.

Les *Luoghi*, à la différence des *Lieux*, sont ancrés dans l'histoire contemporaine, celle de l'Italie depuis l'Unité. La longue durée qui donne au regard français son horizon propre – et que l'on retrouve récemment dans les *Erinnerungsorte* – n'est pas de l'aventure italienne. Le choix d'événements opéré pour la présente traduction française, des « Cinq Journées de Milan¹ » de 1848 à « L'arrivée des Alliés² » à la fin de la Seconde Guerre mondiale, rend assez bien compte de l'arc chronologique privilégié qui, pour être complet, embrasserait des heures importantes de l'époque fasciste³ et s'achèverait avec l'enlèvement et l'assassinat d'Aldo Moro en 1978⁴. Or ce parti pris, loin de limiter l'entreprise italienne, lui donne une unité et rend plus explicite le franchissement d'une étape dans la culture italienne : la réconciliation de ses historiens et de ses intellectuels avec le Risorgimento autour de l'équation État-nation.

La course ne manquait pas d'obstacles accumulés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. D'un point de vue interne à la discipline, le Risorgimento était considéré comme objet d'une histoire démodée, archaïsante, anecdotique et factuelle, au mieux terre d'érudition locale ; d'un point de vue externe et plus idéologique, l'idéologie patriotique du Risorgimento et de l'époque libérale devenait suspecte à cause d'une lecture régressive qui en faisait l'origine du fascisme. Risorgimento, patrie, État et nation encourageaient ainsi la même *damnatio memoriae*. Gian Enrico Rusconi résumait la situation au début des années 1990 en rappelant que la culture des élites italiennes en était arrivée à « snober » très naturellement les thèmes nationaux⁵.

1. Bruno Tobia, « Le Cinque Giornate di Milano », in M. Isnenghi (dir.), *I luoghi della memoria. Strutture ed eventi...*, op. cit., p. 253-272 ; ici, *infra*, p. 273-294.

2. Nicola Gallerano, « L'arrivo degli Alleati », *ibid.*, p. 455-464 ; ici, *infra*, p. 283-393.

3. Mario Isnenghi, « La Marcia su Roma », *ibid.*, p. 311-329 ; Gabriele Ranzato, « La guerra di Spagna », *ibid.*, p. 331-343 ; Giorgio Rochat, « La guerra di Grecia », *ibid.*, p. 345-363.

4. Rossana Rossanda, « Sequestro e uccisione di Aldo Moro », *ibid.*, p. 493-513.

5. G. E. Rusconi, *Se cessiamo di essere una nazione*, Bologne, Il Mulino, 1993.

Cette attitude évoquée pour l'« *alta cultura italiana* » valait également pour décrire l'opinion des masses : l'indifférence face aux thèmes patriotiques, le discrédit de l'histoire nationale proche et le détachement, moqueur ou polémique, pour tout discours d'unité citoyenne semblaient ainsi réunir tous les Italiens pour lesquels, selon l'expression bien connue d'un sociologue, « le drapeau tricolore ne flottait qu'au stade ». Face à cette situation, la commémoration devenait manifestation de la division. Bruno Tobia, l'un des premiers historiens et auteur des *Luoghi* à s'être penché sur la question des représentations de l'État-nation libéral donnait une définition éclairante de cette sorte de schizophrénie guettant tout observateur des « lieux de mémoire » : « Se consacrer à ce passé revient à marquer une différence abyssale. Nous ne pouvons presque plus rien reconnaître comme nôtre parmi ces intentions appuyées de construction du consensus national autour des entreprises architecturales et monumentales [...] et pourtant je crois qu'il n'est pas inutile – une fois retrouvé un endroit où faire halte – d'essayer d'établir ainsi cet "éloignement"¹. » Étudier l'histoire de la nation italienne proche, de ses structures et lieux symboliques, oui, mais à condition de faire ressortir non seulement la différence entre ce passé et le présent, postulat indissociable de toute démarche historique, mais encore l'impossibilité de trouver des références communes. Tel serait le tribut à payer pour s'approcher des « lieux de mémoire » à l'italienne. Comment le maître d'œuvre des *Luoghi* a-t-il pu s'en acquitter ?

Mario Isnenghi part du postulat qu'il existe bel et bien le « sentiment d'un nous² » qui se révèle au gré de lieux et de mots – paroles en musique comprises – de l'imaginaire récent italien. La redécouverte de ce sentiment du nous est liée à une mutation des « vécus collectifs ». L'auteur ne s'en cache pas qui rappelle la coïncidence entre son projet et la fin des « grandes narrations qui ont accompagné pour des

1. B. Tobia, *Una patria per gli italiani. Spazi, itinerari, monumenti nell'Italia unita (1870-1900)*, Rome-Bari, Laterza, 1991, p. IX : « *Volgersi oggi a questo passato è come marcare un'abissale differenza. Quasi più nulla possiamo riconoscere come nostro fra quei propositi così insistiti di costruzione del consenso nazionale attorno alle imprese edilizie e monumentali, attorno agli itinerari offerti all'uso di patriottici ed entusiasti pellegrini. Eppure, credo che non sia senza una qualche utilità – ritrovato un punto su cui sostare – provare a stabilire così una "lontananza".* »

2. M. Isnenghi, « *Presentazione* », in *I luoghi della memoria*, op. cit., p. x.

génération la vie des Italiens¹ ». La fin des partis traditionnels des subcultures politiques antagonistes, la division et la dissolution des démocrates-chrétiens, des communistes, la disparition des socialistes et la redéfinition de l'extrême droite néofasciste participent de ce contexte. On pourrait y ajouter deux autres données : l'une nationale et l'autre internationale. Au niveau interne, l'émergence d'une idéologie et de mentalités de type sécessionniste ont relégitimé, pour les intellectuels de gauche notamment, les thèmes patriotiques et le sentiment de la cohésion historique. Ivo Diamanti a bien montré à chaud qu'à partir des élections de 1995 la Lega d'Umberto Bossi adopte une stratégie de l'indépendance qui se construit autour de la dénonciation de l'État-nation et de la proposition d'une identité territoriale avec la patrie septentrionale². Dans cette architecture dogmatique les hommes du Risorgimento sont vilipendés, qui de Cavour à Garibaldi auraient favorisé une unité territoriale fictive autour d'une culture nationale réinventée. Les événements internationaux se trouvent eux aussi à l'origine du « rappel de la patrie » tel que le perçoit le philosophe Remo Bodei. L'auteur du *Noi diviso* [*Nous divisé*] voit dans la fin de la guerre froide et dans le processus d'affirmation de la construction européenne, avec l'annonce des élargissements de l'Union, l'origine d'un nouveau « besoin d'identité en Italie³ ». Même dans sa forme régionale et locale – voire séparatiste – ce besoin d'identité finit toujours par fortifier – ne serait-ce que par réaction – l'État-nation ou l'aspiration à une communauté cohérente. Ainsi, entre la fin des années 1980 et la fin des années 1990, la vie politique nationale – avec, au plus haut niveau de l'exécutif, la politique spectaculaire de réapprentissage des cadres et des symboles patriotiques récemment menée

1. *Ibid.*, p. ix : « Giova precisare che questa rivisitazione di itinerari, che potrebbero apparire – a qualcuno – desueti, è stata pensata e realizzata proprio in coincidenza, e in un certo senso, a risposta, rispetto a una fase terminale in cui appaiono a molti, oggi, giunte a compimento le “grandi narrazioni” che hanno accompagnato per generazioni la vita degli italiani : nel giro degli ultimissimi anni, si sono infatti dissolti il Partito socialista e la Democrazia cristiana, e hanno proclamato il distacco dalle loro radici sia i comunisti che i neofascisti. »

2. I. Diamanti, *Il male del Nord. Lega, localismo, secessione*, Rome, Donzelli, 1996, p. 75-76.

3. R. Bodei, *Il noi diviso. Ethos e idee dell'Italia repubblicana*, Turin, Einaudi, 1998, p. 150.

par le président Ciampi –, l'opinion et les manifestations des élites intellectuelles, journalistes et universitaires compris, ont façonné le terreau des *Luoghi*. D'improbables¹, les « lieux de mémoire italiens » devenaient-ils nécessaires ?

Dans ce contexte de redécouverte positive de la nation et de la patrie, les *Luoghi della memoria* seraient l'une des seules façons de concilier l'étude des fameux « caractères originaux » de l'Italie et des Italiens et celle de l'histoire politique récente, qui part du milieu du XIX^e siècle, mais privilégie le XX^e siècle. La question des « caractères originaux » a éclairé les problématiques d'histoire globale en dialoguant avec la géographie, l'anthropologie et la sociologie ; elle est présente en 1972 dans la grande œuvre de refondation de l'historiographie italienne contemporaine que fut la *Storia d'Italia* publiée par Einaudi². On la retrouve quelques années plus tard, sous une forme plus synthétique, dans l'essai que Giuseppe Galasso consacre à « L'Italie comme problème historiographique » pour ouvrir la *Storia d'Italia* qui paraît chez UTET³. Davantage liée à l'histoire sociale et culturelle, l'histoire des caractères italiens craignait d'emprunter les voies alors incertaines de l'histoire politique, redoutant à la vérité les pièges d'une tautologie identitaire. Or, comme l'a exprimé en 1988 Silvio Lanaro, la discussion sur les caractères invariants de l'Italien (plutôt des stéréotypes) a d'abord occulté celle sur l'appartenance nationale. Mais dans un second temps, à la fin des années 1980 justement, on verrait de nouveau « émerger la tendance à raisonner en termes d'Italie et d'Italiens », de patrie et d'identité nationale⁴. Les *Luoghi della memoria* arrivent au terme de ce processus comme la synthèse possible entre un regard ethnographique et anthropologique sur la spécificité du cadre péninsulaire, une histoire sociale classique des acteurs collectifs et une histoire politique qui commence avec 1848

1. J'avais moi-même insisté sur la difficulté, voire l'impossibilité, d'exporter les *Lieux* en Italie : G. Pécout, « Les Lieux de mémoire. Le regard de l'historiographie italienne », *Le Magazine littéraire*, op. cit., p. 54-57.

2. R. Romano et C. Vivanti (dir.), *Storia d'Italia. I caratteri originali* (1972), Turin, Einaudi, 1989, 2 t.

3. G. Galasso, *L'Italia come problema storiografico* (1979), Turin, UTET, 2003.

4. S. Lanaro, *L'Italia nuova. Identità e sviluppo (1861-1900)*, Turin, Einaudi, 1988, p. 222-223.

et les prémisses de l'Unité¹. Point d'aboutissement d'une parabole de redécouverte historique de l'identité nationale, les *Luoghi* sont contemporains d'initiatives similaires, et ils font même école. La publication en 1998 par Ernesto Galli della Loggia d'un livre intitulé *L'identità italiana*² donne son nom de baptême à une collection qui veut retrouver à toute force les origines millénaires d'une identité italienne bien antérieure à l'Unité. Avec la même périodisation que les *Luoghi*, la publication en 1997 d'un séminaire organisé trois ans plus tôt sur « L'identité des Italiens de l'Unité à la seconde République³ » et celle, en 1999, d'un nouvel inventaire des « Mythes de l'histoire de l'Italie unie⁴ », illustrent la vitalité d'une écriture identitaire et patrimoniale que Mario Isnenghi a contribué à insérer à la fois aux frontières d'un espace public médiatique et au cœur de la République des historiens italiens. C'est cette double volonté assumée qui explique le caractère spécifique des *Luoghi*, entreprise moins vaste et structurée que les *Lieux*, mais plus directement accessible et plus proche de l'actualité, tout en restant d'abord une aventure scientifique, synthèse du récit des origines immédiates de l'Italie contemporaine.

Pour les presses de l'École normale supérieure qui privilégient notamment, dans leur catalogue, l'échange des lettres et des savoirs franco-italiens, offrir au public français quelques images des Italies de Mario Isnenghi s'imposait. En choisissant, parmi les soixante-quatorze articles de l'édition italienne, seize lieux de promenade, la présente édition a tenté de rendre compte des divers éléments du projet poursuivi par l'artisan des *Luoghi* : quelques-uns des traits caractéristiques du cadre et du milieu italien (*Milieux*), les scansionnements marquants de cent cinquante années de vie nationale (*Événements*) et les images d'un proche passé gravées dans le présent des Italiens (*Symboles*) :

1. Cette dimension globale a été bien perçue dans deux comptes rendus parus en Italie : R. Petri, « *Les lieux, i luoghi, die Orte della memoria* », *Rivista storica italiana*, 2, 2000, p. 789-817 ; et S. Soldani, « *Storie d'Italia : I luoghi della memoria* di Mario Isnenghi », *Passato e presente*, 52, 2001, p. 155-159.

2. E. Galli della Loggia, *L'identità italiana*, Bologne, Il Mulino, 1998.

3. S. Berselli (dir.), *La chioma della vittoria. Scritti sull'identità degli italiani dall'Unità alla Seconda Repubblica*, Florence, Ponte alle Grazie, 1997.

4. G. Belardelli, L. Cafagna, E. Galli della Loggia et G. Sabbatucci, *Miti e storia dell'Italia unita*, Bologne, Il Mulino, 1999.

celles de héros qui deviennent aussi antihéros, de Garibaldi à Mussolini, ou celles de terres d'Italie qui transportent leurs frontières aux Amériques.

Née dans un climat récent qui a bouleversé les valeurs collectives de la péninsule, *L'Italie par elle-même* propose au lecteur français une introspection rigoureuse au sein des cauchemars et des rêves des Italiens. Mais avec l'idée qu'il faut définitivement renoncer à la tentation de l'autoflagellation, si fréquente dans les écrits italiens sur l'histoire des cent dernières années, sans abandonner pour autant l'esprit critique qui fait de l'Italie contemporaine un « problème historiographique » ouvert.